



MODIFICATION DE DROIT COMMUN N ° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE NANGY (74)

Réponse de la collectivité aux avis des PPA

Octobre 2025



Illustrations de la page de garde : <https://www.mairienangy.fr/>

SOMMAIRE

SUIVI DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA).....	4
REPONSE DE LA COMMUNE AUX AVIS.....	5
Réponse de la commune à l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes	5
Réponse de la commune à l'avis de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Haute-Savoie	6
Réponse de la commune à l'avis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) Auvergne- Rhône-Alpes.....	6
Réponse de la commune à l'avis de la Communauté de communes Arve et Salève (CCA&S)	7
Réponse de la commune à l'avis de la Direction départementale des territoires (DDT) de Haute- Savoie	8

SUIVI DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA)

●●● Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, les PPA sont consultées sur le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme afin de pouvoir formuler si elles le souhaitent leurs observations.

Le tableau ci-dessous présente la liste des personnes publiques associées ayant transmis un avis dans le cadre de la procédure de modification de droit commun n°2 du plan local d'urbanisme. Les réponses formulées par la commune à chacune d'entre elles sont présentées dans la suite de ce document.

Personnes publiques associées	Date d'envoi	Date de réception Date de l'A/R	Date de réponse Réception courrier / mail	Avis
Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes	Examen au cas par cas : 13 janvier 2025 Recours gracieux : 30 avril 2025		Avis conforme du 24 juin 2025 n° 2025-ARA-AC-3868 notifié à la commune et publié sur le site internet de la MRAe	Absence d'incidences notables / ne requiert pas d'évaluation environnementale
Communauté de communes Arve et Salève (CCA&S)	10 juillet 2025		08 octobre 2025 (par délibération du Conseil Communautaire : n°DEL20251001_102)	Avis favorable
Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) Auvergne-Rhône-Alpes	10 juillet 2025		Courrier reçu le 07 aout 2025	Avis favorable
Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Haute-Savoie	10 juillet 2025		Courrier reçu le 21 juillet 2025	Avis favorable
Direction départementale des territoires (DDT) de Haute-Savoie	10 juillet 2025	17 juillet 2025	Courrier reçu le 22 octobre 2025	Avis favorable

Le tableau suivant récapitule les personnes publiques associées consultées qui n'ont pas transmis d'observations à la date d'ouverture de l'enquête publique. Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, leur avis sera réputé favorable en l'absence de réponse avant la date d'approbation du projet.

Personnes publiques associées	Date d'envoi	Date de réception Date de l'A/R
Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)	10 juillet 2025	
Chambre d'agriculture Savoie Mont-Blanc	10 juillet 2025	
Préfecture du Haute-Savoie	10 juillet 2025	
Département de Haute-Savoie	10 juillet 2025	
Région Auvergne-Rhône-Alpes	10 juillet 2025	
Syndicat mixte du SCOT Cœur du Faucigny	10 juillet 2025	
Proxim'iTi (Syndicat Mixte des 4 Communautés de Communes - SM4CC)	10 juillet 2025	

REPONSE DE LA COMMUNE AUX AVIS

●●● La commune a apporté une réponse à chacun des avis reçus dans le cadre de la modification de droit commun n°2 du PLU. Ces réponses sont exposées ci-dessous, classées selon l'ordre de réception des avis.

Réponse de la commune à l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes

Avis

Il est rappelé que la procédure relative à la modification de droit commun n°2 du PLU a initialement donné lieu à une première demande d'avis conforme auprès de la MRAe, laquelle avait conclu à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale (n°2025-ARA-AC-3717). La commune avait alors introduit un recours gracieux et procédé au retrait de l'objet du projet qui motivait tous les considérants de cet avis. Un nouvel avis a donc été émis par la MRAe (n° 2025-ARA-AC-3868) à la suite de cette évolution du projet, et c'est bien sur ce dernier avis que porte la présente réponse.

Rend l'avis qui suit :

La modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Nangy (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Une nouvelle demande d'avis conforme sur ce projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Nangy (74) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Réponse

La commune prend acte de l'avis rendu par la MRAe concluant à l'absence d'incidences notables du projet de modification n°2 du PLU sur l'environnement et la santé humaine, au sens de la directive 2001/42/CE et de l'annexe II de celle-ci.

Elle prend également note qu'en conséquence, le projet ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale et que cet avis devra être joint au dossier d'enquête publique.

La commune rappelle qu'elle veillera, conformément aux dispositions des articles R.104-33 et suivants du Code de l'urbanisme, à assurer la publication de la décision relative à cette absence d'évaluation environnementale. Elle s'engage par ailleurs à solliciter un nouvel avis conforme de la MRAe si des modifications ultérieures devaient être introduites dans le projet et étaient susceptibles d'engendrer des incidences notables sur l'environnement.

Réponse de la commune à l'avis de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Haute-Savoie

Avis

Après lecture de ce document, la CCI Haute-Savoie n'a pas de remarque particulière à formuler et donne donc un avis favorable à cette modification de droit commun n°2.

Réponse

La commune prend acte de l'avis favorable émis par la CCI Haute-Savoie et de l'absence de remarque particulière sur le projet de modification.

Réponse de la commune à l'avis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) Auvergne-Rhône-Alpes

Avis

Après un examen approfondi de votre projet, nous ne relevons pas d'éléments nécessitant une réponse argumentée sur le fond.

A ce titre, **la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Haute-Savoie émet un avis favorable sans aucune réserve sur votre projet.**

Réponse

La commune prend acte de l'avis favorable émis par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Haute-Savoie et de l'absence d'observation particulière sur le projet de modification.

Réponse de la commune à l'avis de la Communauté de communes Arve et Salève (CCA&S)

Avis

Madame la Vice-Présidente rappelle que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit être compatible avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) en vigueur sur le périmètre d'exercice d'Arve & Salève. La cohérence des deux documents est un enjeu essentiel pour permettre l'atteinte des objectifs fixés par le PLH. L'avis rendu par

Arve & Salève consiste donc en une lecture du projet de modification du PLU au regard des orientations et des axes opérationnels du PLH n°3.

La qualité du travail de la commune de Nangy doit être souligné, notamment dans la volonté de renforcer la production de logements sociaux en lien avec l'orientation n°2 du PLH « *Maîtriser le développement Habitat* » et particulièrement l'axe opérationnel « *Mieux organiser le développement territorial de l'habitat dans une logique de sobriété foncière et de lien avec les nouvelles mobilités* »

Le projet de modification concerne plusieurs points en lien avec le PLH n°3, principalement dans le règlement écrit. Il prévoit notamment de modifier la règle de création des 20 % de LLS sur les opérations d'au moins 8 logements ou 800 m² de surface de plancher au sein des zones Ua2, Ub2 et Aub2. Plus précisément, il est proposé de modifier la règle pour que celle-ci s'applique d'une part pour les opérations d'au moins 8 logements ou 600 m², et que la part de 20% de LLS soit calculée sur le nombre de logements total et non sur la surface de plancher. Arve et Salève salue cette orientation, qui témoigne d'une volonté affirmée de répondre aux enjeux de mixité sociale et conformément aux objectifs définis dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) n°3 en vigueur. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait qu'il conviendra d'intégrer cette modification (seuil des 600 m² et nombre de logements créés) dans le document des Orientations d'Aménagement Programmées et pas seulement dans le règlement écrit.

Arve et Salève remarque avec attention la volonté de la commune de maîtriser et d'organiser l'aménagement de son territoire. Aussi, la modification apportant des précisions sur les densités maximales au sein des OAP vient conforter cette ambition, dans une logique de limiter l'artificialisation des sols.

Au vu de l'ensemble des informations présentées et restituées, relatives à l'activité de la Collectivité en 2024, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- NOTE la qualité du travail accompli ;
- EMET UN AVIS FAVORABLE sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de NANGY

Réponse

La commune prend note de la mention relative à la qualité du travail mené dans le cadre du projet de modification du PLU et de sa cohérence avec les objectifs du PLH.

Concernant l'observation formulée sur la prescription relative à la production de logements locatifs sociaux, la commune partage l'analyse émise. Si la modification consistant à remplacer la référence à la « *surface de plancher* » par une référence au « *nombre de logements créés* » a bien été présentée dans l'additif au rapport de présentation et intégrée dans le règlement, elle ne l'a en revanche pas été dans le cahier des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

La commune modifiera en conséquence le cahier des OAP. La phrase suivante, répétée à quatre reprises dans le cahier des OAP (page 6, 8, 9, 11) :

« Toute opération d'au moins 8 logements ou 800 m² de surface de plancher devra comporter au moins 20 % de la surface de plancher en logements locatifs sociaux »

sera remplacée par :

« Toute opération d'au moins 8 logements ou 800 m² de surface de plancher devra comporter au moins 20 % du nombre de logements créés en logements locatifs sociaux. »

La CCA&S relève par ailleurs une erreur concernant le seuil d'application de cette prescription. Après vérification, la commune constate effectivement une discordance entre l'additif au rapport de présentation de la modification de droit commun n°1, qui indiquait un seuil fixé à 600 m², et le règlement écrit et le cahier des OAP approuvés, qui fixe ce seuil à 800 m².

Phrase dans le rapport de présentation de la modification de droit commun n°1 approuvée en décembre 2018 :

En article 2 des zones Ua, Ub et AUb :

Rajouter le paragraphe suivant :

Toute opération d'au moins 8 logements ou 600 m² de surface de plancher devra comporter au moins 20% de la surface de plancher en logements locatifs sociaux.

Phrase dans le règlement écrit de la modification de droit commun n°1 approuvée en décembre 2018 :

Toute opération d'au moins 8 logements ou 800 m² de surface de plancher devra comporter au moins 20% de la surface de plancher en logements locatifs sociaux.

Phrase dans le cahier des OAP de la modification de droit commun n°1 approuvée en décembre 2018 :

- Toute opération d'au moins 8 logements ou 800 m² de surface de plancher devra comporter au moins 20% de la surface de plancher en logements locatifs sociaux

Seul ce dernier ayant une valeur réglementaire, il est celui qui s'applique aux autorisations d'urbanisme.

La modification de cette limite ne relève pas de l'objet de la présente procédure de modification n°2 telle qu'elle a été présentée. La commune prend néanmoins acte de cette erreur et pourra procéder à sa correction à l'occasion d'une évolution ultérieure de son document d'urbanisme.

Réponse de la commune à l'avis de la Direction départementale des territoires (DDT) de Haute-Savoie

Avis 1

La modification n°2 appelle les observations suivantes :

Règlement :

Les modifications sur la partie réglementaire tiennent compte du retour d'expérience depuis l'approbation du PLU et ont pour objet de faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme sur divers points.

Parmi celles-ci, il est à saluer la modification du règlement écrit concernant les annexes et extensions dans les zones A et N, afin de se conformer à la doctrine départementale de la CDPENAF et ainsi mieux encadrer celles-ci.

Réponse 1

La commune prend acte de cet avis.

Avis 2

S'agissant de la prise en compte du lexique national d'urbanisme, il serait opportun d'ajouter dans le glossaire la définition suivante du logement social afin que les logements locatifs sociaux ou les logements en accession sociale réalisés soient pérennes.

Appellation	Produits logement correspondant
Logement locatif social pérenne	Logement conventionné au titre de l'APL sur une durée d'au moins 30 ans (pouvant être ramenée à 15 ans pour les programmes comportant moins de 3 logements locatifs sociaux).

Il pourrait également être utile de préciser dans le glossaire du règlement écrit qu'est considéré comme un programme de logements au sens de l'application de la servitude de mixité sociale mise en place au titre de l'article L.151-15 du Code de l'urbanisme, tout mouvement ou enchaînement de mouvements immobiliers : acquisition, vente, succession, construction, division foncière ou succession de divisions foncières (primaires et autres) qui a pour objet ou aura pour effet, depuis l'entrée en vigueur de la modification n°1, de créer des logements à l'échelle de l'unité foncière existante. Cela permet d'éviter le morcellement des opérations pour ne pas être soumis aux obligations de mixité sociale.

Enfin, il est à signaler que deux dénominations du logement social cohabitent dans le règlement écrit (logements locatifs sociaux et logements aidés). Il serait préférable d'avoir une seule appellation dans le règlement écrit pour plus de clarté.

Réponse 2

La commune intégrera la définition du logement locatif social pérenne telle que suggérée par la DDT dans le glossaire du règlement écrit.

Elle souhaite également ajouter la définition d'un programme de logements conformément à la rédaction proposée, afin de préciser les conditions d'application de la servitude de mixité sociale et d'en faciliter l'interprétation lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Enfin, la commune retient la proposition d'harmoniser les dénominations utilisées dans le règlement écrit et de ne conserver que la mention de *logements locatifs sociaux* pour plus de clarté.

Avis 3

Le règlement écrit est modifié pour assouplir le recours au photovoltaïque en toiture. Cette modification vise à faciliter le recours aux énergies renouvelables. Cependant, la modification opérée n'autorise plus les possibilités en façade. Cette disposition interpelle au regard de l'application de l'article L.111-16 du code de l'urbanisme qui prévoit notamment que les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions du PLU ne peuvent faire obstacle à l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable.

Sur ce point, le PLU aurait pu encadrer la pose en façade avec des prescriptions permettant d'assurer la bonne insertion architecturale du dispositif dans le bâti existant et dans le milieu environnemental tout en rappelant que la collectivité a la possibilité de s'opposer à la pose de ces dispositifs lorsque sont en cause des préoccupations patrimoniales spécifiques tirées des considérations paysagères alentours ou bien des caractéristiques particulières du bâtiment (article L.111-17 du C.U).

Sont ainsi visées ici les situations de proximité avec des monuments historiques, d'un site patrimonial remarquable, d'un parc national, d'un site inscrit ou classé ou la pose de tels dispositifs sur des immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ou encore lorsque le PLU institue une protection spécifique au titre des articles L. 151-18 et L.151-19 du même code.

Réponse 3

La commune précise que la volonté portée par la modification n°2 était bien d'assouplir la règle afin de favoriser le développement des énergies renouvelables sur le territoire communal, en particulier dans les secteurs déjà urbanisés. En aucun cas la rédaction proposée n'avait pour objet d'interdire l'installation de dispositifs photovoltaïques en façade.

Afin de lever toute ambiguïté, la commune modifiera la rédaction du règlement pour autoriser explicitement la pose de dispositifs en façade, tout en encadrant celle-ci par des prescriptions garantissant leur bonne insertion architecturale et paysagère.

La rédaction suivante qui est celle intégrée par la présente modification sera modifiée de la façon suivante (modifications surlignées en vert) :

Les équipements liés aux énergies solaires sont autorisés en toitures à condition d'être : soit intégrés à la toiture ; soit posés parallèlement à la pente du toit avec un dépassement de maximum de 15 cm du plan du toit. Dans les deux cas, ils doivent être axés le plus possible avec les ouvertures de façade.

Les équipements liés aux énergies solaires peuvent aussi être autorisés en façades, à condition d'être :

- soit parallèle au mur de façade et posé verticalement, au plus près du mur. Dans ce cas, ils seront implantés en cohérence avec la composition de façade et les ouvertures (axés le plus possible avec les ouvertures de façade)
- soit non parallèles au mur de façade, dans la limite d'une surface maximale de 5 m², à condition qu'ils ne soient pas visibles depuis l'espace public et que leur projection au sol demeure entièrement comprise dans le tenement foncier de la construction. Ils sont toutefois admis sans limite de taille et de visibilité depuis l'espace public, au-dessus d'une ouverture, sur un auvent avec une bonne insertion paysagère dans le bâti environnant.



Exemple de panneaux solaires non parallèle à la façade



Exemple d'auvent solaire

On rappellera que l'installation de ces dispositifs pourra être refusée ou adaptée lorsque leur implantation porterait atteinte à la qualité architecturale des bâtiments, à la cohérence paysagère du site ou à la préservation d'éléments patrimoniaux remarquables, notamment dans les secteurs identifiés au titre de la protection du patrimoine ou des paysages tels que définis à l'article L151-17 du Code de l'urbanisme.

Avis 4

OAP :

La collectivité souhaite ajuster les attendus en matière de densification en ajoutant la mention « environ » pour le nombre de logements à produire, la mention « de pleine terre végétalisée » pour le maintien ou la création de structures paysagères, d'espace tampon ou commun et en ajustant les objectifs chiffrés pour l'OAP n°1 (passage de 24 à 21 logements) et n°2 (maximum 16 logements).

Sur l'OAP n°1, la densité est légèrement réduite, passant de 40 logements à l'hectare à 35, soit environ 21 logements attendus au lieu de 24. Cette diminution interroge au regard de la typologie de logements attendue (habitat collectif), et eu égard à la situation de cette OAP, à proximité immédiate du centre-bourg, là où il est prioritaire de densifier.

Il est communément admis qu'une densité de 40 logements à l'hectare correspond à du collectif peu dense. En l'espèce, il est difficile de comprendre les motivations d'une diminution de cette faible

ampleur, sur un secteur en extension de l'urbanisation qui aurait plutôt mérité une augmentation afin de mieux intégrer les objectifs de modération de la consommation foncière.

Concernant l'OAP n°2, il y a également lieu de relever une incohérence entre la rédaction qui mentionne environ 35 logements à l'hectare, ce qui laisse une possibilité d'envisager un peu plus, et le nombre de logements attendus, qui lui est plafonné à 16, interdisant de fait tout dépassement de la densité de 35 logements à l'hectare.

Les dispositions de l'OAP n°3 ne sont pas cohérentes avec la notice de présentation en ce qui concerne la typologie d'habitat prévue (collectif/intermédiaire contre intermédiaire/individuel).

Enfin, il y a lieu de relever l'absence d'échéancier d'ouverture à l'urbanisation des OAP. Pour rappel, conformément aux dispositions de l'article L.151-6-1 du code de l'urbanisme issu de la loi Climat et Résilience du 22/08/2021, la définition d'un échéancier d'ouverture à l'urbanisation pour les zones à urbaniser est obligatoire lorsqu'elles font l'objet d'une évolution. Il convient donc de définir la temporalité d'ouverture des OAP qui font l'objet d'une évolution dans le cadre de cette modification (ouverture immédiate, à court, moyen ou long terme, sous conditions, avec ou sans date précise...) en cohérence avec le projet communal.

Réponse 4

La commune prend acte des observations formulées concernant les OAP.

S'agissant de l'OAP n°1, la légère réduction de la densité vise à adapter la programmation à la topographie du site et à la qualité paysagère de l'entrée de bourg, tout en maintenant une offre de logements cohérente avec la vocation de ce secteur. La mention du terme « environ » a été ajoutée pour marquer le principe de compatibilité de l'OAP, dont l'application s'appréciera au regard du projet global et des contraintes locales.

Concernant l'OAP n°2, la commune confirme que la rédaction actuelle correspond bien à la volonté communale et ne constitue pas une incohérence. Le maintien d'un nombre maximum de 16 logements, malgré une densité indicative de 35 logements à l'hectare, découle de plusieurs considérations locales :

- la largeur de la route de Bonne, déjà contrainte et supportant un trafic important, constitue le seul accès possible au site ;
- la nécessité d'assurer une transition douce avec les constructions environnantes ;
- et la volonté de diversifier le parc de logements, en privilégiant une forme urbaine adaptée au contexte paysager et au tissu bâti existant.

Pour l'OAP n°3, la rédaction relative aux typologies de logements n'étant pas modifiée par la présente procédure, la bonne version demeure celle figurant dans le cahier des OAP actuellement en vigueur. La commune corrigera en conséquence l'additif au rapport de présentation afin d'y rétablir la formulation exacte :

Constructions de type habitat intermédiaire ou individuel

Enfin, la commune prendra en compte la remarque relative à l'absence d'échéancier d'ouverture à l'urbanisation. L'échéancier suivant sera intégré afin de préciser la temporalité de mise en œuvre des OAP, conformément aux dispositions de l'article L.151-6-1 du Code de l'urbanisme issu de la loi Climat et Résilience :

Secteur concerné	Superficie (ha)	Capacité estimée (logts)	Type de zone	Horizon prévisionnel	Équipements nécessaires
OAP n°1	0,6	21	AUe (AU ouverte à l'urbanisation)	Court terme/Moyen terme	Équipements présents au droit de la zone ou à proximité
OAP n°2	0,5	15	1AUB (AU ouverte à l'urbanisation)	Court terme/Moyen terme	Équipements présents au droit de la zone ou à proximité
OAP n°3	0,2	6	AUC (AU ouverte à l'urbanisation)	Court terme/Moyen terme	Équipements présents au droit de la zone ou à proximité
OAP n°4	0,8	24	2AUB (AU ouverte à l'urbanisation mais urbanisable après urbanisation de la zone 1AUB (article AUB2 du règlement écrit))	Moyen terme/Long terme	Équipements présents au droit de la zone ou à proximité
OAP n°5	0,6	18	3AUB (AU ouverte à l'urbanisation mais urbanisable après urbanisation de la zone 2AUB (article AUB2 du règlement écrit))	Moyen terme/Long terme	Équipements présents au droit de la zone ou à proximité
OAP n°6	0,6	18	Ub2 (zone U donc urbanisable immédiatement)	Court terme/Moyen terme	Équipements présents au droit de la zone ou à proximité
OAP n°7	3	NC	AUha/AUho (AU ouverte à l'urbanisation et urbanisable au moment fur et à mesure de l'avancé des réseaux (article AUha2 du règlement écrit))	Moyen terme/Long terme	Équipements présents au droit de la zone ou à proximité

La commune rappelle que l'échéancier revêt un caractère prévisionnel. Il a vocation à donner une visibilité sur la mise en œuvre progressive des orientations d'aménagement sans constituer une contrainte opposable lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Enfin, en rédigeant la présente réponse, la commune a constaté une incohérence dans la rédaction de l'article AUB2 du règlement écrit, qui mentionne que « *la zone 3AUB constitue un secteur d'urbanisation future qui sera ouvert à l'urbanisation uniquement après l'aménagement des zones 2AUB et 3AUB* ». Cette formulation est contradictoire puisqu'elle conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone 3AUB à l'aménagement de cette même zone, ce qui rend la règle inapplicable en l'état. La commune procédera à la correction de cette erreur matérielle lors d'une prochaine évolution de son PLU.

Avis 5

Les autres évolutions liées à cette modification n'appellent pas d'observations de notre part.

En synthèse, j'émet un avis favorable au dossier de modification n°2 du PLU de Nangy, et je vous invite à tenir compte des remarques formulées ci-avant.

Par ailleurs, en ce qui concerne le règlement graphique, la version électronique requise en application de l'article L. 133-4 du code précité, devra aussi être produite à l'approbation. La version (CNIG) compte en effet, parmi les pièces à remettre en préfecture.

Enfin, je vous informe, qu'en qualité d'autorité compétente pour publier le PLU, votre collectivité devra le mettre en ligne sur le géoportail de l'urbanisme (GPU). Pour toute procédure d'évolution de PLU approuvée après le 1^{er} janvier 2023, la publication sur le géoportail de l'urbanisme est une formalité obligatoire pour qu'elle devienne opposable.

Il conviendra de vous assurer, au moment du téléversement du PLU sur le GPU, qu'il corresponde bien au document opposable papier, et qu'il comporte, notamment, la modification que vous approuverez prochainement.

Réponse 5

La commune prend acte que les autres éléments de la modification n'appellent pas d'observation particulière et de l'avis favorable émis sur le dossier de modification n°2 du PLU.

La commune prend également acte des précisions apportées concernant la publication du PLU sur le Géoportail de l'Urbanisme (GPU) et la transmission de l'archive au format CNIG à la préfecture, démarches qu'elle effectuera conformément à la réglementation en vigueur.

Comme le prévoit le Code de l'urbanisme et les mesures de publicité applicables aux procédures de PLU, la commune procédera à la mise en ligne du document sur le GPU afin d'en assurer le caractère exécutoire à l'issue de la procédure d'approbation.